

Cote du document: IFAD11/3/R.4
Point de l'ordre du jour: 6
Date: 21 septembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Transversalisation des questions relatives au changement climatique, à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux jeunes

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Périn Saint-Ange

Vice-Président adjoint
Département gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: p.saintange@ifad.org

Adolfo Brizzi

Directeur de la Division des politiques
et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2450
courriel: a.brizzi@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner

Chef de l'Unité des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA —
Troisième session
Rome, 19-20 octobre 2017

Pour: **Examen**

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Sigles et abréviations | ii |
| I. Introduction: justification et théorie du changement | 1 |
| II. Apport des plans d'action actuels | 4 |
| A. Climat | 4 |
| B. Problématique hommes-femmes | 8 |
| C. Nutrition | 12 |
| D. Points d'entrée pour l'application des principes de transversalisation | 16 |
| III. L'avenir: FIDA11 et au-delà | 17 |
| A. Le cas des jeunes | 17 |
| B. Transversalisation horizontale et programme de transformation | 19 |
| C. Renforcement des plans d'action existants | 22 |
| D. Capacité de réponse | 23 |

Sigles et abréviations

| | |
|---------|--|
| AF | Fonds d'adaptation |
| ASAP | Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne |
| COSOP | Programme d'options stratégiques pour le pays |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FPMA | Fonds pour les pays les moins avancés |
| FSCC | Fonds spécial pour les changements climatiques |
| ODD | Objectif de développement durable |
| OpEx | Excellence opérationnelle au service des résultats |
| PESEC | Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| QE | Amélioration de la qualité |
| RARI | Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA |
| RIDE | Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement |
| S&E | Suivi-évaluation |
| UNSCN | Comité permanent de la nutrition des Nations Unies |
| UN-SWAP | Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes |

Transversalisation des questions relatives au changement climatique, à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux jeunes

I. Introduction: justification et théorie du changement

1. Au cours des dix dernières années, les faits illustrant de plus en plus souvent le rôle déterminant des questions relatives au changement climatique, à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux jeunes dans la réalisation des objectifs de développement, ces quatre thématiques sont devenues des priorités parmi les objectifs de développement. Composantes essentielles du Programme 2030 pour lesquelles des cibles spécifiques ont été définies dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) - notamment l'ODD 13 pour la lutte contre le changement climatique, l'ODD 5 pour l'égalité des sexes et l'ODD 2 pour la lutte contre la faim -, elles contribuent aussi de façon directe et indirecte à la réalisation de l'ODD 1 (éradication de la pauvreté) et de l'ODD10 (réduction des inégalités). En 2012, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), l'Assemblée générale a appelé les organismes des Nations Unies à "intégrer mieux encore le développement durable dans leurs mandats, programmes, stratégies et processus de décision respectifs". Renforcer la viabilité environnementale et la lutte contre le changement climatique, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, améliorer la nutrition et encourager l'emploi des jeunes sont des objectifs essentiels dans l'accomplissement de la mission du FIDA.
2. Ces objectifs ont été pris en compte dans les documents préparés pour la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), "Perspectives: le FIDA dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030"¹ et "Améliorer la pertinence des opérations du FIDA selon le contexte du pays".² Ces documents font valoir qu'un effort concerté est indispensable pour éradiquer la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le FIDA, parmi d'autres, doit jouer un rôle de premier plan et tirer parti de son avantage comparatif et de ses compétences de base tout en prenant en compte les éléments clés suivants:
 - i) la généralisation des retombées de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur les écosystèmes agricoles et la biodiversité, ainsi que la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures d'adaptation et d'atténuation pour renforcer la résilience et une production durable inclusive;
 - ii) le rôle de plus en plus important des femmes dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que la nécessité de prendre en compte l'écart de productivité entre les hommes et les femmes et de favoriser l'égalité des sexes, l'autonomisation et l'inclusion sociale;
 - iii) les répercussions négatives et durables de toutes les formes de malnutrition (sous-alimentation, carence en micronutriments et obésité), et la nécessité de promouvoir la qualité nutritionnelle à l'échelle des ménages, l'augmentation seule des revenus étant insuffisante;
 - iv) les difficultés majeures posées par le chômage des jeunes ruraux et la nécessité impérieuse de trouver d'autres solutions que les migrations, à l'échelle nationale et internationale.

¹ Perspectives: le FIDA dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (IFAD11/2/R.2): <https://webapps.ifad.org/members/repl/11/02/docs/french/IFAD11-2-R-2.pdf>

² Améliorer la pertinence des opérations du FIDA selon le contexte du pays (IFAD11/2/R.4/Rev.1): <https://webapps.ifad.org/members/repl/11/02/docs/french/IFAD11-2-R-4-Rev-1.pdf%20>

3. Ce faisant, le FIDA entend rester fidèle à ses approches ciblées – qui placent les petits paysans pauvres, femmes et hommes, au centre de ses interventions, qu'il s'agisse de sécurité agricole et alimentaire, de chaînes de valorisation, de développement des entreprises rurales, d'infrastructures rurales, de services financiers ruraux ou de gestion des ressources naturelles -, tout en intégrant simultanément dans son portefeuille les quatre thématiques citées, ce qui facilitera la mise en pratique du concept de transformation durable du monde rural dans les opérations du FIDA.
4. La transversalité est le point commun de ces problématiques. Elles sont indissociables du contexte global et concernent pratiquement toutes les situations des pays et tous les programmes de pays, quel que soit l'axe thématique du projet. La théorie du changement adoptée par le FIDA vise ainsi à considérer les opérations traditionnelles du Fonds sous l'angle de la question climatique, de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et des jeunes de manière à infléchir le comportement de l'ensemble du portefeuille, plutôt qu'à de traiter ces thématiques comme des questions distinctes dans les approches ou les projets.
5. Cette prise en compte systématique, ci-après appelée transversalisation, produit un effet de levier bien plus important, car elle repose sur le principe selon lequel, pour renforcer l'impact et l'efficacité des interventions, il convient de se demander comment la transversalisation de ces thématiques permettra d'améliorer la conception et l'exécution des projets menés. Par exemple, pour atteindre l'objectif de transversalisation totale des questions climatiques dans les activités du FIDA d'ici la fin de l'année 2018, le Fonds dégagera, chaque année, des investissements d'un montant d'environ un milliard de dollars intégrant la question climatique; l'effet de levier serait bien moins important dans le cas de projets uniquement consacrés à des enjeux climatiques.
6. Cette transversalisation, déjà mise en œuvre dans la période couverte par FIDA10 et précédemment, va être encore renforcée dans le cadre des changements apportés au modèle opérationnel du FIDA et ne sera plus limitée à de simples projets. Comme indiqué dans le document relatif à la reconstitution des ressources, "Multiplier les partenariats pour accentuer l'impact du FIDA au niveau des pays et sa présence sur la scène internationale", pour renforcer les partenariats nationaux et la concertation sur les politiques, le FIDA modifiera en profondeur son mode d'interaction avec les pays emprunteurs. Dans ce modèle renforcé axé sur les pays, le FIDA continuera de s'employer à ce que ses ressources soient consacrées à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire rurales, mais mettra aussi en œuvre ce modèle en faisant fructifier ses ressources opérationnelles, conjointement avec celles des États, d'autres organismes et du secteur privé. Le Fonds intégrera systématiquement ce modèle dans une stratégie globale visant à réduire, à l'échelle des pays, la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. Cette évolution de l'importance accordée aux actions menées au niveau des

Encadré 1. Pour développer des chaînes de valorisation sensibles aux enjeux nutritionnels, il faut, selon la théorie du changement, examiner les biens initialement ciblés dans une perspective commerciale à la lumière des considérations nutritionnelles et des arbitrages que les ménages doivent faire entre la décision de vendre des produits pour en tirer un revenu ou de les consommer pour diversifier leur alimentation. L'impact potentiel de l'éducation nutritionnelle sur le ménage dans son ensemble - qui permet de lutter contre des pratiques culturelles néfastes, notamment les modèles hiérarchiques de consommation alimentaire et les croyances relatives aux aliments appropriés - est un facteur important à prendre en compte. Il convient donc d'évaluer la viabilité financière des interventions proposées et leur impact sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'autonomisation des femmes. Le lien entre revenu et résultat nutritionnel devra être analysé, de même que celui qui s'établit entre la production d'un bien donné et les résultats nutritionnels probables.

pays permettra de renforcer l'impact de la transversalisation en veillant à ce que les questions transversalisées fassent partie intégrante de la concertation sur les politiques et soient systématiquement prises en compte lors de l'établissement de partenariats nationaux. Pour ce faire, le FIDA devra être présent de manière efficace et optimisée dans les pays emprunteurs et ainsi s'occuper sans attendre des processus restants de décentralisation pendant l'année 2018.

7. Parallèlement à l'évolution des interactions globales dans les pays, la transversalisation va nécessairement se traduire, au niveau des projets, par la modification de la théorie du changement de certaines conceptions de projet pour dégager de nouvelles synergies, et pour démontrer qu'il existe des situations gagnant-gagnant. La description des projets devra indiquer dans quelle mesure la transversalisation de ces nouvelles composantes a permis de mieux appréhender le contexte local et d'élaborer des solutions correspondant davantage aux besoins des bénéficiaires du projet (encadré 1).
8. La transversalisation de ces objectifs dans les opérations sera à la fois bénéfique pour le FIDA, en tant qu'organisation, et pour ses bénéficiaires, grâce à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des projets. Elle permet au FIDA d'exploiter les possibilités que ses projets et autres activités offrent pour atteindre ces objectifs, ce qui renforcera l'impact et la viabilité des projets tout en réduisant leur coût global. Comme indiqué dans le document relatif au modèle opérationnel préparé pour la Consultation sur FIDA11, il est possible d'affiner les modalités opérationnelles traditionnellement utilisées en associant des approches innovantes, des technologies pertinentes et des activités, pour obtenir de meilleurs résultats dans l'ensemble du portefeuille. Ce faisant, il conviendra de limiter, pour chaque thématique, l'éventuelle résistance résultant de l'inertie des pratiques traditionnelles et du sentiment de perte de l'identité particulière attachée aux approches isolées plus traditionnelles et plus étroites.
9. Pour la période couverte par FIDA10, des plans d'action particuliers ont été élaborés pour prendre en compte plus systématiquement les questions relatives au changement climatique, à la problématique hommes-femmes et à la nutrition, l'objectif étant d'intégrer les activités correspondantes dans le portefeuille du FIDA en définissant des domaines d'action, des engagements et des cibles spécifiques. Ces plans d'action ont été utiles au FIDA pendant la période couverte par FIDA10 et seront maintenus pour le cycle de FIDA11. Ce programme sera renforcé sous FIDA11 et les plans d'action existants seront améliorés (voir section III). Les questions relatives aux jeunes seront intégrées et on s'attachera à l'objectif d'un nouveau programme de transformation qui visera la transversalisation de ces quatre thématiques, pour améliorer les résultats recherchés.
10. Parallèlement à la transversalisation de ces thématiques transversales dans le portefeuille, il est bien entendu possible d'améliorer les synergies et l'intégration de ces thématiques. Il est clair, par exemple, que: i) la réalisation des objectifs nutritionnels n'est possible qu'en tenant compte du rôle des femmes; ii) compte tenu de la féminisation croissante de la production agricole, l'autonomisation des femmes permettra d'améliorer la gestion de l'environnement et de ses ressources, ainsi que la résilience des éco-systèmes; iii) les jeunes, hommes ou femmes, avec leurs aspirations et leurs valeurs différentes, pourraient devenir le moteur d'une transformation inclusive du monde rural. Il deviendra plus facile d'intégrer ces thématiques dans un contexte national donné grâce au modèle de pays renforcé du FIDA. Le renforcement de la présence du FIDA dans les pays permettra notamment d'accroître les possibilités de transversalisation de ces thématiques dans les activités conduites au niveau des pays.
11. Cette approche "horizontale", dont l'objectif est d'améliorer la transversalisation des quatre thématiques, diffère du programme de transversalisation "verticale" appliqué dans le cadre de chaque plan d'action élaboré par les équipes chargées de

la problématique hommes-femmes, de la nutrition et des questions climatiques. La transversalisation de ces questions renforcera la synergie entre l'ensemble des thématiques. Les avantages découleront de la création d'équipes plus intégrées et de l'intensification de la collaboration entre les experts techniques dans tous les domaines d'intervention pertinents. Pendant la période couverte par FIDA11, le Fonds poursuivra la transversalisation de ces trois thématiques, y ajoutera la thématique des jeunes, pour démontrer que ces questions se valorisent mutuellement et valorisent l'ensemble du portefeuille, au service d'une transformation plus profonde.

II. Apport des plans d'action actuels

12. Pour le FIDA, la transversalisation signifie l'association de la perspective particulière d'une problématique transversale à des concepts opérationnels, stratégies, options de conception de projet et processus en vigueur, de telle sorte que cette association devienne la norme et qu'elle améliore l'efficacité des opérations d'investissement. Pour y parvenir, il convient de mettre en place les capacités, les outils et les méthodes nécessaires à l'application d'un prisme spécifique à la conception et à la mise en œuvre des programmes nationaux du Fonds. Le plan d'action élaboré pour chacune de ces trois problématiques permettra de planifier la concrétisation de cette transversalisation pendant FIDA10 et au-delà, et les résultats à obtenir, comme décrit ci-après. FIDA11 s'inspirera de cette démarche.

A. Climat

13. Le programme de transversalisation des questions climatiques a été progressivement façonné par la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique (2010)³, la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA (2011)⁴, le Programme de travail de FIDA10 (2014)⁵, le document Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA⁶ et sa révision (2016),⁷ Gérer les risques pour ouvrir de nouvelles possibilités: Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC, 2015),⁸ et les accords évolutifs du FIDA avec des fonds fiduciaires multilatéraux pour l'environnement et le changement climatique. Dans le cadre de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (COP22) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le FIDA continuera de soutenir les États membres pour qu'ils apportent leur contribution déterminée au niveau national. La transversalisation des questions climatiques valorise le portefeuille du FIDA par trois éléments distincts:

³ Stratégie du FIDA concernant le changement climatique (2010): <https://www.ifad.org/documents/10180/45adb5cd-3ff5-43a6-83d1-421ba496b11d>

⁴ Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA (2011): <https://www.ifad.org/documents/10180/625a2137-b3db-476e-8b64-441ca2e07f7c>

⁵ Programme de travail de FIDA10 (2014) – paragraphe 38, plan en 10 points pour la prise en compte des questions climatiques : <https://webapps.ifad.org/members/repl/10/2/docs/french/IFAD10-2-R-4.pdf>

⁶ Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA (2016): <https://webapps.ifad.org/members/eb/118/docs/french/EB-2016-118-R-16.pdf>

⁷ Révision du document Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA (EB 2016/119/R.47): <https://webapps.ifad.org/members/eb/119/docs/french/EB-2016-119-R-47.pdf>

⁸ Gérer les risques pour ouvrir de nouvelles possibilités: Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (2015): <https://www.ifad.org/documents/10180/38a3f8b2-e248-4f09-a0dd-b55086e314a4>

- i) **Une analyse systématique des risques, vulnérabilités et possibilités face au changement climatique.** Le changement climatique est une menace pour le développement. L'analyse des vulnérabilités climatiques est en passe de devenir un élément clé de tout programme intégrant les risques, ainsi qu'une étape obligatoire de toute tentative de transversalisation des questions climatiques. Les investissements intégrant les questions climatiques prennent en considération, de façon plus approfondie, les risques et les possibilités qu'entraîne le changement climatique. À l'aide d'outils tels que les systèmes d'observation de la Terre et d'information géographique, la conception des projets peut tenir compte d'une cartographie des risques climatiques et des actifs exposés dans une zone cible donnée, et en déduire les conséquences pour différents groupes de population et chaînes de valorisation. La transversalisation d'une telle analyse dans l'évaluation des projets du FIDA aide les partenaires du secteur agricole à mieux appréhender l'évolution des risques qu'entraîne le changement climatique, et à visualiser les régions, les stratégies de subsistance et les chaînes de valorisation qui sont les plus exposées aux risques (encadré 2⁹).
- Encadré 2. Ces outils ont été utilisés dans les pays suivants:**
i) Nicaragua: cartographie des risques climatiques pour les chaînes de valorisation du café et du cacao; ii) Djibouti: cartographie des points vulnérables aux remontées salines et à l'érosion du littoral; iii) Kirghizistan: analyse des risques de sécheresse menaçant les pâturages; iv) Mali: intégration d'une analyse des risques fondée sur des scénarios et d'une cartographie participative visant à améliorer les plans d'occupation des sols.
- ii) **L'innovation dans la gestion des risques climatiques au sein des programmes d'investissement dans l'agriculture.** Certains instruments de gestion des risques climatiques (systèmes d'alerte précoce, systèmes d'informations météorologiques, assurance indexée sur les conditions climatiques, conservation de la biodiversité ou plan de préparation aux catastrophes) ne font généralement pas partie de l'arsenal classique des institutions du secteur agricole, qui sont généralement rattachées aux ministères de l'environnement. La transversalisation de tels éléments innovants et complémentaires dans les programmes d'investissement du FIDA offre un espace permettant d'aider les institutions partenaires à mieux appréhender l'utilité et les avantages économiques que présentent ces technologies, et elle ouvre la voie à une
- Encadré 3. Ces outils ont été utilisés dans les pays suivants:**
i) Delta du Mékong au Vietnam: mise à l'essai de différentes variétés de riz et évaluation de la performance de systèmes mixtes associant culture et aquaculture à différents degrés de salinité; ii) Rwanda: renforcement du code de la construction pour les installations de stockage et diversification des services énergétiques afin de réduire les pertes post-récolte; iii) Bangladesh: mise en place d'un système d'alerte précoce afin de réduire les pertes et les dommages en cas de crues éclair; iv) Lesotho: renforcement du réseau de stations météorologiques destiné à fournir des informations plus fiables aux producteurs de laine et de mohair; v) État plurinational de Bolivie: établissement de programmes de petits dons en faveur des organisations à assise communautaire pour encourager l'adoption de techniques agricoles plus durables; vi) Djibouti: promotion de l'utilisation de technologies solaires dans le secteur de la pêche.

⁹ i) Nicaragua, Adaptation aux marchés et au changement climatique, rapport de supervision, 7 novembre 2016
ii) Djibouti, Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières, rapport de supervision, 26 novembre 2016
iii) Kirghizistan, Programme de développement de l'élevage et de marchés – Phase II: <https://goo.gl/kTLysx>.
iv) Mali, Projet visant à améliorer la productivité agricole, rapport de supervision, 28 mars 2017.

planification des investissements plus résiliente sur le plan climatique (encadré 3¹⁰).

iii) **Reproduction à plus grande échelle des techniques pour une agriculture durable ainsi que pour la gestion des terres et des eaux.**

Dans de nombreux contextes de programmes, la gestion durable de l'environnement et de ses écosystèmes à l'échelle des paysages constitue un très bon point d'entrée pour renforcer l'adaptation et la résilience fondées sur les écosystèmes. Il faut pour cela reproduire et transposer à plus grande échelle des approches de gestion des terres, des forêts et des eaux qui sont bien éprouvées et dans lesquelles le FIDA a acquis une longue expérience. Nombre de ces pratiques se sont avérées efficaces à l'échelle d'un projet pilote mais, dans de nombreux pays en développement, elles n'ont pas encore franchi le seuil

critique de l'adoption. Un degré supplémentaire d'appui technique, financier et politique est nécessaire pour mettre en place ces approches sur une plus grande échelle. L'impératif de la transversalisation des questions climatiques contribue à donner aux programmes de pays du FIDA une perspective plus large, à l'échelle des paysages, sur les investissements agricoles, et à travailler sur les trajectoires institutionnelles et les espaces financiers

Encadré 4. Ces outils ont été utilisés dans les pays suivants:

i) Tchad, Mali et Nigeria: reproduction de systèmes agroforestiers à l'échelle des paysages faisant notamment appel à une combinaison d'agroforesterie, de gestion améliorée des parcours et d'agriculture de conservation. Elle permet non seulement de mettre fin à l'érosion, mais aussi d'offrir d'autres sources de revenus, de conserver la biodiversité, d'améliorer le microclimat et de piéger le carbone; ii) Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana et Madagascar: expansion des systèmes d'irrigation efficaces, permettant aux agriculteurs de tirer parti des terres marginales, sujettes à la sécheresse, et de cultiver, en contre-saison, des produits à forte valeur. Les familles pauvres sont ainsi moins exposées aux fluctuations des prix et bénéficient d'un régime alimentaire plus riche; iii) Bhoutan, Égypte et Paraguay: diffusion de technologies utilisant des énergies renouvelables dans différentes régions et chaînes de valorisation. Le biogaz, par exemple, est une technologie multi-avantages qui fournit de l'énergie pour différents usages, comme l'éclairage et la cuisson, mais peut aussi servir d'engrais organique.

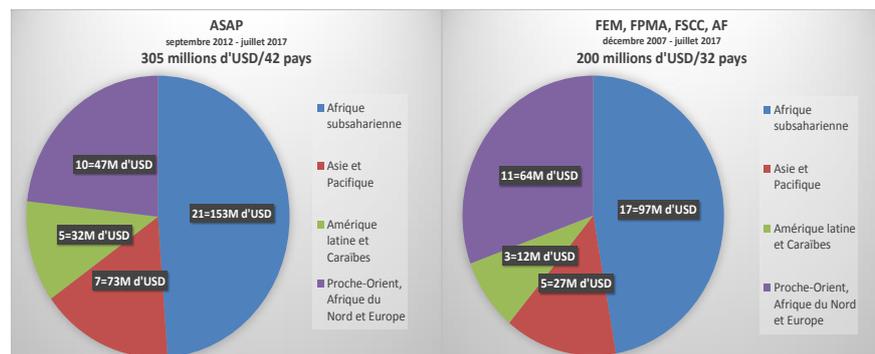
Cette technologie permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et, partant, de freiner le réchauffement global. Elle réduit la pollution de l'air intérieur, ce qui améliore les conditions de travail des femmes et produit des économies de main d'œuvre, et, de ce fait, améliore la situation en ce qui concerne la nutrition et la santé.

¹⁰ i) Vietnam, Adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong, rapport de supervision, 4 avril 2016.
 ii) Rwanda, Projet d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire résilients face au climat, examen à mi-parcours, 21 avril 2017.
 iii) Bangladesh, Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les haor, rapport de supervision, et Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance, examen à mi-parcours, 2 juin 2017.
 iv) Lesotho, Projet d'appui à la production de laine et de mohair, rapport de supervision annuel, 16 décembre 2016.
 v) État plurinational de Bolivie, Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales, rapport de supervision, 2015.
 vi) Djibouti, Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtières, rapport de supervision, 26 novembre 2016.

permettant de reproduire à plus grande échelle la gestion durable des ressources naturelles (encadré 4¹¹).

14. Le plan de transversalisation des questions climatiques couvre les domaines suivants:

- i) La composante climatique dans la conception des investissements du FIDA a d'abord été prise en compte dans le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) et est aujourd'hui présente dans l'ensemble du portefeuille. La Division environnement et climat collabore activement avec les divisions régionales pendant la conception des projets et les missions de supervision, notamment par le déploiement d'un coordonnateur régional dans chacune des cinq divisions régionales et d'un agent de terrain dans cinq pôles sous-régionaux.
- ii) La transversalisation des questions climatiques passe d'abord par la mise en œuvre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC) dans tous les projets et les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP), pour lesquels un examen systématique des risques climatiques est réalisé aux stades de la note conceptuelle et de l'amélioration de qualité (QE), comprenant une classification du risque climatique.
- iii) Environ 500 millions d'USD ont été mobilisés pour 62 pays, principalement par le biais de l'ASAP, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), du Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC), du Fonds pour l'adaptation (AF), faisant du FIDA le plus gros bénéficiaire de ressources d'adaptation de l'agriculture paysanne.¹² Il a également



été fait appel à des contributions complémentaires non affectées, créées pendant FIDA10, et au nouveau Fonds fiduciaire ASAP2, deuxième phase de l'ASAP, qui offre un appui à l'assistance technique pendant l'exécution des projets. Les possibilités de cofinancement seront recherchées par le biais du Fonds vert pour le

- ¹¹ i)- Tchad, Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles, rapport de supervision, novembre 2013
 - Mali, Projet visant à améliorer la productivité agricole, Banque mondiale, préévaluation du projet, 6 mai 2010
 - Nigéria, Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane, rapport final du programme, 16 mai 2013
 ii)- Côte d'Ivoire, Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest, rapport de supervision, 15 juin 2017
 - Égypte, Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole, rapport de supervision 2016, 15 février 2017
 - Ghana, Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana, rapport de conception, 23 mai 2014
 - Madagascar, Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – Phase II, rapport de supervision, 28 mars 2017
 iii)- Bhoutan, Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence, rapport de supervision, 14 décembre 2016
 Égypte, Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole, rapport de supervision 2016, 15 février 2017
 -Paraguay, Projet d'amélioration de la production familiale et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay, rapport de conception, décembre 2015.

¹² Overseas Development Institute, Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP) Progress Review (2015): www.ifad.org/documents/10180/a13a8847-b871-4e9e-b18e-aab84de48606 (en anglais).

climat, pour lequel le FIDA a reçu une accréditation en octobre 2016, et du FEM (voir paragraphes 42 et 52).

- iv) Un gros effort de développement des capacités a été fait par la formation du personnel (60% formés aux PESEC et 40% aux questions climatiques) et la préparation de produits du savoir. Un nouveau programme de formation est en cours d'élaboration dans le cadre de l'Académie des opérations du FIDA.
 - v) En matière de communication et de savoirs, un effort de communication stratégique dynamique a été mis en œuvre aux niveaux externe et interne – au niveau externe par le biais de comptes rendus, de récits vidéo destinés aux médias internationaux, de la participation à des forums de haut niveau, des réseaux sociaux, du lancement de la campagne en faveur de recettes pour le changement¹³ et de publications clés, comme la série *Advantage*;¹⁴ au niveau interne, par le biais de produits du savoir, comme les notes pratiques¹⁵, et des activités telles que projections de films, conférences sur les questions climatiques, blogs et séminaires en ligne.
15. Dans l'ensemble, grâce à l'ASAP, le FIDA a établi un système institutionnel complet de transversalisation des questions climatiques.¹⁶ Un examen indépendant¹⁷ réalisé au milieu de l'année 2015 fait état de résultats très positifs et note également que le cofinancement de projets sous la forme de dons est une incitation importante à la transversalisation des questions climatiques. Les contraintes en matière de capacité de supervision, qui découlent de la croissance du portefeuille, devront être levées pour pouvoir poursuivre ce travail. Enfin, il convient d'insister davantage sur les questions environnementales, les interventions du FIDA ne pouvant se limiter à des actions d'adaptation au changement climatique: il conviendra notamment de renforcer la complémentarité des avantages par des activités d'atténuation (énergie de substitution, piégeage du carbone). Ces aspects seront la priorité de FIDA11, comme indiqué dans les pages qui suivent.

B. Problématique hommes-femmes

16. La transversalisation de la problématique hommes-femmes fait partie de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, approuvée par le Conseil d'administration en 2012¹⁸. Dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la politique menée, présenté au Conseil d'administration à sa cent dix-huitième session (septembre 2016)¹⁹, la Direction a réaffirmé son engagement dans cette direction par un plan d'action en cinq points et la mise en place de la structure nécessaire pour y parvenir. La transversalisation de cette problématique fait partie intégrante de la stratégie, des politiques et des opérations du FIDA en tant qu'institution. À l'instar des autres priorités fondamentales, ces questions seront pleinement prises en compte dans les valeurs de l'institution, dont l'allocation des ressources prenant en compte la promotion de la condition

¹³ Campagne du FIDA sur le thème Recettes pour le changement: www.ifad.org/topic/r4c/overview/tags/climate_change (en anglais).

¹⁴ Disponible sur le site Web du FIDA à la section Publications thématiques relatives au climat: www.ifad.org/topic/resource/overview/tags/climate_change#anchor_14.

¹⁵ Notes pratiques: www.ifad.org/topic/resource/overview/tags/climate_change#anchor_7.

¹⁶ En 2015, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) a considéré que 70% des contributions de donateurs au FIDA sont liées à l'action climatique ce qui illustre l'efficacité de l'action menée par le FIDA pour intégrer les questions climatiques à son portefeuille. La part du FIDA au portefeuille du FEM est équivalente et nettement plus importante que celle de toutes les autres institutions financières internationales/banques multilatérales de développement rendant compte au CAD-OCDE, à l'exception du Fonds d'investissement pour le climat et du Fonds de développement nordique qui se consacrent exclusivement au financement dans le domaine climatique.

¹⁷ Overseas Development Institute, *Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP) Progress Review* (2015): www.ifad.org/documents/10180/a13a8847-b871-4e9e-b18e-aab84de48606 (en anglais).

¹⁸ Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : <https://www.ifad.org/documents/10180/0ffe02e0-c978-4998-b3b7-22817ce375cc>

¹⁹ Examen à mi-parcours de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (EB 2016/118/R.9): <https://webapps.ifad.org/members/eb/118/docs/french/EB-2016-118-R-9.pdf>

féminine, les normes et les procédures opérationnelles, la mesure de la performance, ainsi que les responsabilités, les compétences et les processus d'apprentissage. L'état d'avancement fait l'objet d'un suivi annuel par le FIDA, au moyen du Cadre de gestion des résultats et du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE),²⁰ et, en externe, en application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UN-SWAP).

17. Dans les activités de développement du FIDA, la transversalisation de la problématique

hommes-femmes suppose l'évaluation des conséquences, pour les femmes et les hommes, de toute action prévue et la garantie que les préoccupations et l'expérience des femmes comme des hommes sont pleinement prises en compte dans la conception, l'exécution et le suivi-évaluation (S&E) de toutes les activités de développement. Le Fonds cherchera à aller au-delà de la transversalisation de l'égalité des sexes pour produire un impact réel de transformation en faveur de l'égalité

Encadré 5. Activités, dans le cadre des projets du FIDA, visant à changer les rapports entre les sexes dans la famille et dans la société

- Méthodes axées sur les ménages, visant à créer des perceptions de la famille partagées, caractérisées par un partage plus équilibré des décisions et une répartition équitable des tâches: formation d'animateurs et d'agents d'encadrement, activités de planification à l'échelle de la famille et du groupe;
- Technologies et pratiques permettant d'économiser la main d'œuvre: transformation des cultures, approvisionnement en eau potable, récupération de l'eau de pluie, biogaz, parcelles boisées, énergie solaire, poêles économes en combustible;
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle: production de semences, de cultures et de produits d'origine animale, jardins potagers, micro-irrigation, messages sur la nutrition;
- Niveau de la collectivité: appui aux groupes d'entraide et autres organisations locales, alphabétisation, développement de compétences financières, notamment chez les clients de services bancaires ne disposant pas de succursale, alphabétisation juridique sur les droits des femmes, services parajuridiques, compétences de gestion de l'auto-assistance, compétences de négociation pour le développement des chaînes de valorisation, visites d'échange, dialogue avec les hommes sur la question de l'égalité des sexes, attribution de titres fonciers, et clubs locaux d'auditeurs.

des sexes en s'attaquant aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes (contraintes politiques et juridiques; règles sociales, attitudes, comportements et discrimination). Il cherchera à garantir aux femmes une égalité d'accès aux avoirs productifs et aux services, et à l'emploi et aux débouchés commerciaux, ainsi que des politiques et des lois nationales qui les soutiennent. Pour ce faire, une analyse et une compréhension approfondies des structures et des règles d'exclusion et de discrimination sont nécessaires (encadré 5).

18. Une évolution mesurable est attendue dans les cinq domaines suivants:
- i) amélioration de l'accès aux ressources (y compris aux terres), au financement, aux services, à la technologie et aux débouchés;
 - ii) partage plus équitable de la charge de travail et des bénéfices procurés par les activités de subsistance;
 - iii) amélioration du pouvoir décisionnel et de la représentation à différents niveaux;
 - iv) évolution des règles et des valeurs socioculturelles qui sont autant d'obstacles à l'égalité des sexes;
 - v) changements systémiques officiels au niveau de la législation, des politiques, des autorités publiques et autres capacités institutionnelles, ainsi que des pratiques. De plus, la dégradation de l'environnement et l'instabilité dus au changement climatique posent d'autres types

²⁰ Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (EB 2017/121/R.10): <https://webapps.ifad.org/members/eb/121/docs/french/EB-2017-121-R-10.pdf>

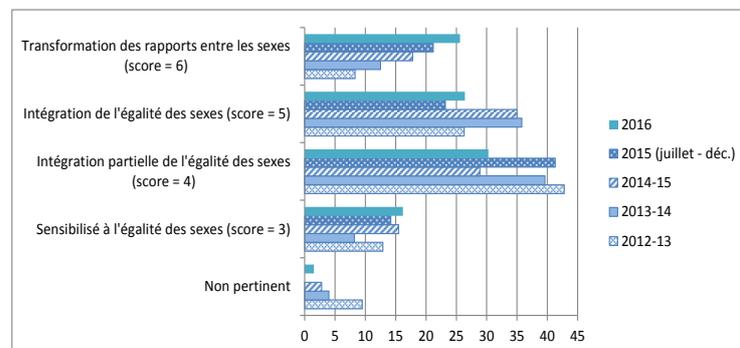
de problèmes complexes pour les moyens de subsistance des femmes et ont des effets directs sur la nutrition. La plupart de ces domaines d'intervention sont intimement liés, mais encore mal connus, et nécessitent une étude et une analyse approfondies. La transformation requiert une approche multidimensionnelle coordonnée et des interventions multisectorielles complémentaires. Le processus de transformation, auquel contribue chaque intervention sectorielle et thématique, doit faire l'objet d'un suivi contextuel précis (socio-économique et géographique) reposant sur une théorie du changement précise: en effet, ce qui est considéré comme une évolution dans un contexte sera une règle établie dans un autre contexte.

19. Dans le prolongement de l'examen à mi-parcours de la politique du FIDA concernant l'égalité des sexes, la direction du Fonds a adopté un programme en cinq points en faveur de la transversalisation de la problématique hommes-femmes fondé sur les cinq domaines d'action de la politique relative à l'égalité des sexes:

i) **Conception et exécution des programmes de pays.** A l'échelle du portefeuille, 50% des bénéficiaires des projets sont des femmes. L'analyse et la stratégie en matière d'égalité des sexes de tous les COSOP et concepts de projets financés par des prêts et des dons faisant l'objet d'un examen, la transversalisation de la problématique hommes-femmes est déjà systématique à 100%. En revanche, le degré de cette transversalisation varie, de même que la capacité des approches à faire face systématiquement et pleinement aux questions d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes. À cet égard, le FIDA a élaboré une méthode qui permet d'évaluer la transversalisation de cette thématique dans toutes les interventions faites dans le cadre de projets (de prêts et de dons) et s'est engagé à:

- faire en sorte qu'au moins 90% des conceptions de projets soient jugées au minimum plutôt satisfaisantes (au minimum plutôt satisfaisantes) pour ce qui est de la transversalisation de la problématique hommes-femmes – actuellement 82%;

- faire en sorte qu'au moins 50% des projets intègrent pleinement la dimension de la problématique hommes-femmes



(satisfaisant ou mieux) – actuellement 52% et qu'au moins 15% visent une véritable transformation dans ce domaine (très satisfaisant) – actuellement 25,6%;

- faire en sorte que 90% des projets soient jugés au minimum plutôt satisfaisants à l'achèvement dans le domaine de la problématique hommes-femmes – actuellement 100%.

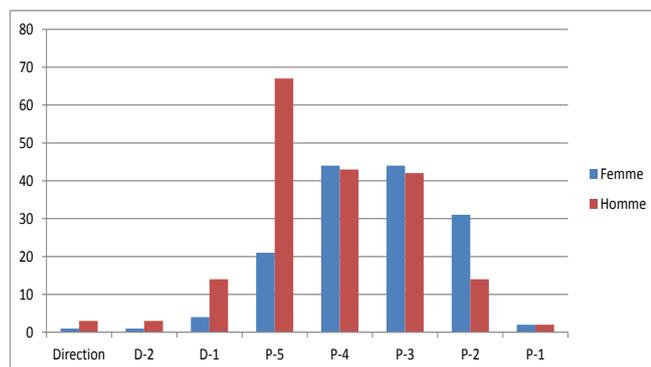
ii) **Plaidoyer, gestion des savoirs et des partenariats.** Au niveau mondial, l'engagement et les activités de plaidoyer du FIDA en faveur des femmes pauvres des zones rurales sont reconnus par les Nations Unies et les institutions financières internationales. Le FIDA a élaboré plusieurs produits du savoir abordant la problématique hommes-femmes dans le domaine de la finance rurale, de l'emploi en zone rurale et de l'accès à des postes à responsabilités au sein des organisations paysannes; il a lancé plusieurs

opérations de communication stratégiques portant sur des sujets connexes, en particulier des méthodes axées sur les ménages²¹ pour améliorer les relations hommes-femmes au sein des ménages et le renforcement de stratégies conjointes pour réduire la pauvreté. Il a publié des notes pratiques²² sur la lutte contre la pauvreté, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, ainsi qu'un manuel sur la problématique hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture²³, dans le cadre d'une initiative conjointe menée avec les organisations ayant leur siège à Rome, ONU-Femmes, la Banque mondiale et d'autres partenaires. En interne, les petits-déjeuners de travail consacrés à la problématique hommes-femmes (une fois par mois), le bulletin sur l'égalité des sexes (bimensuel) et les remises de prix sur les actions en faveur des femmes (une fois par an) restent des initiatives très populaires.

iii) **Le renforcement des capacités des partenaires** a été entrepris avec les institutions partenaires du FIDA dans les pays, les autorités et les unités d'exécution de projet par la formation et le développement des compétences en matière de démarches novatrices en faveur de l'égalité des sexes. Le FIDA a soutenu la conception de méthodes axées sur les ménages, en particulier du Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS),²⁴ méthode communautaire d'autonomisation qui peut être adaptée à différents contextes culturels et institutionnels. Ce système a notamment été utilisé en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, au Kenya, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda, au Pakistan, au Rwanda, en Sierra Leone, au Soudan et en Zambie. Le FIDA a joué un rôle pilote s'agissant de cibler efficacement des ménages pauvres et d'améliorer les relations hommes-femmes dans les ménages par le recours aux méthodes axées sur les ménages. Une reproduction à plus grande échelle de cette approche est prévue en réponse à la demande croissante d'opérations du FIDA. Les approches axées sur les ménages sont complémentaires d'autres initiatives dans les domaines de l'alphabétisation, des compétences financières, de la nutrition, du développement de chaînes de valorisation, de l'accès à des postes à responsabilités et du changement de comportement.

iv) **Approches et procédures institutionnelles favorisant l'équilibre en matière de représentation hommes-femmes et de diversité.** Au sein

de l'Unité du budget et du développement organisationnel, le système de suivi des ressources montre que 9% du total des dépenses de personnel sont consacrées à des activités en rapport avec la problématique hommes-femmes. En revanche, le FIDA est en retard en matière de diversité, 24%



seulement des postes de cadre de niveau P-5 et au-dessus étant occupés par des femmes, contre un objectif de 35%.

²¹ Méthodologies axées sur les ménages: miser sur le potentiel de changement de la famille – Problématique hommes-femmes, ciblage et inclusion sociale: <https://www.ifad.org/documents/10180/8cb8b63f-5e2e-40e9-b166-64ec23112a4a>

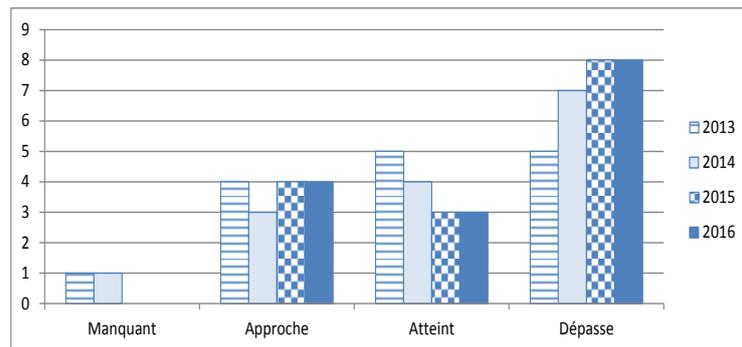
²² How to do – Poverty targeting, gender equality and empowerment during project implementation: Gender, targeting and social inclusion. www.ifad.org/documents/10180/bfa51cd3-118b-4dff-b5ec-b2f795b91ceb (en anglais).

²³ IFAD et al., *Gender in Agriculture Sourcebook* (The World Bank, 2009). www.ifad.org/documents/10180/7d53fcd3-511d-4a21-9314-23a5ee562ef4 (en anglais).

²⁴ <https://www.ifad.org/asset?id=5990937> (en anglais)

- v) **Ressources humaines et financières, et systèmes de suivi et de responsabilité.** Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour prendre en compte

systematiquement la problématique hommes-femmes, le FIDA s'est engagé à respecter ou à dépasser les 15 indicateurs de UN-SWAP²⁵ ; il établit une distinction



entre la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans les activités de développement et la même dynamique au FIDA en tant qu'organisation. Onze indicateurs ont été atteints ou dépassés. Des progrès restent à faire dans les domaines suivants: i) allocation des ressources, ii) structure de promotion de l'égalité des sexes, iii) évaluation des capacités et iv) développement des compétences. L'examen en cours de l'étalonnage financier permettra de surveiller le nombre total et/ou le coût des consultants spécialistes de la problématique hommes-femmes embauchés par le Département gestion des programmes, pour la conception et la supervision, et de comparer les résultats sur plusieurs années. Ce système permettra d'améliorer encore le classement du FIDA.

20. Dans l'ensemble, les résultats du FIDA, évalués lors d'un examen par les pairs des présentations annuelles à l'UN-SWAP, sont supérieurs à la moyenne du système des Nations Unies, même si des progrès sont encore nécessaires dans certains domaines. L'examen à mi-parcours de la politique du FIDA sur la problématique hommes-femmes a confirmé ces bons résultats, mais a également relevé ses exigences et invité le Fonds à passer à des approches plus porteuses de changements et à achever la structure de promotion de l'égalité des sexes pour maintenir sa capacité de réalisation. Ce point est également souligné dans le RIDE 2017 et le Rapport annuel 2017 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)²⁶ qui invitent le Fonds à passer à l'étape suivante, notamment à réviser la définition de certains indicateurs pour améliorer leur fiabilité et leur suivi, et à éviter la stagnation des performances.

C. Nutrition

21. À la fin de l'année 2015, une étape clé du programme pour la nutrition a été franchie avec l'établissement du plan d'action du FIDA pour la nutrition²⁷, qui propose une approche stratégique et une feuille de route pour la transversalisation de la problématique de la nutrition au FIDA. Le plan a pour objectif de faire en sorte que les stratégies et les projets de pays du FIDA favorisent systématiquement la disponibilité, l'accessibilité, le caractère abordable et la consommation d'aliments variés et nourrissants tout au long de l'année (encadré 6).

²⁵ FIDA10 – Intégrer les questions d'égalité des sexes: <https://www.ifad.org/documents/10180/94cd1715-b421-4ef3-970c-ecc0987d8099>

²⁶ Rapport annuel 2017 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (EB 2017/121/R.9): <https://webapps.ifad.org/members/eb/121/docs/french/EB-2017-121-R-9.pdf>.

²⁷ Intégration d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels au FIDA - Plan d'action pour 2016-2018 (EB 2015/116/INF.5): <https://webapps.ifad.org/members/eb/116/docs/french/EB-2015-116-INF-5.pdf>.

22. Ce n'est que relativement récemment que l'on a commencé à vouloir améliorer la nutrition par des approches fondées sur l'agriculture et l'alimentation, en favorisant les investissements dans des systèmes agricoles et alimentaires et en privilégiant les approches préventives aux approches curatives. Cette évolution est due en grande partie à la publication de données concrètes concernant les dommages irréversibles de la sous-nutrition sur le développement physique et cognitif au cours des 1 000 premiers jours, de la conception à l'âge de 23 mois (et donc concernant le rôle crucial des mères et de leur propre situation nutritionnelle)²⁸. Ces données montrent également que les maladies liées à la dénutrition peuvent être à l'origine de difficultés importantes, et entraver la résilience et les moyens d'existence des communautés pauvres. Ce mouvement de sensibilisation initié par des chercheurs se traduit aujourd'hui par des engagements et des cibles au niveau international.

23. Les États et les organismes de développement sont de plus en plus conscients du fait que la qualité de la nutrition influe considérablement sur le développement social et économique, y compris sur la réduction de la pauvreté et sur la sécurité alimentaire, qui sont les principaux objectifs du FIDA. Le Fonds sait que ses investissements améliorent la situation nutritionnelle grâce aux approches fondées sur l'agriculture et l'alimentation. Il sait également que, compte tenu du caractère multisectoriel des interventions nutritionnelles, il conviendra de prendre des mesures qui ne relèvent pas de son mandat et qu'il devra mettre en place une collaboration avec d'autres secteurs et organismes œuvrant notamment dans le domaine de la santé, de l'environnement, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et de l'éducation. Cela suppose, bien entendu, d'établir des partenariats et de collaborer avec ces partenaires pour faciliter la mise en place d'interventions complémentaires à celles du FIDA. L'approche visant à intégrer la nutrition a un caractère inclusif et transformateur; il faudra explorer les synergies et les complémentarités avec d'autres dimensions de la transversalisation, à savoir la problématiques hommes-femmes, les jeunes et le changement climatique.

24. En collaboration avec les États et les partenaires compétents, le FIDA entend contribuer à l'amélioration des régimes alimentaires et de l'état nutritionnel de son groupe cible, et à l'élaboration de systèmes alimentaires davantage axés sur la nutrition, notamment par des investissements dans une agriculture tenant

Encadré 6. Mauritanie: Projet de développement de chaînes de valorisation inclusives

Le projet a identifié plusieurs possibilités commerciales de contribuer à l'amélioration de la nutrition à différents stades de la chaîne de valorisation maraîchère:

- Production: diversifier et incorporer des variétés riches en nutriments; échelonner la production grâce au développement d'une production en contre-saison;
- Stockage et transformation: améliorer la conservation des légumes grâce à des techniques de stockage et de transformation sûres et améliorées;
- Échanges et commercialisation: améliorer la coordination entre les acteurs de la chaîne de valorisation afin d'échanger des informations commerciales, de trouver des débouchés commerciaux là où la demande de légumes n'est pas satisfaite, recenser des questions pour la concertation sur les politiques (sécurité alimentaire, politique économique et tarifaire, etc.); améliorer l'infrastructure commerciale pour parvenir à une manipulation hygiénique et sûre des produits;
- Promotion et consommation: proposer une éducation nutritionnelle pour sensibiliser aux bienfaits nutritionnels de la consommation de légumes, notamment par des démonstrations culinaires.

²⁸ <http://scalingupnutrition.org/> (en anglais); <http://www.reachpartnership.org/> (en anglais) et *The Lancet's Series on Maternal and Child Nutrition* (2008 et 2013).

davantage compte des enjeux nutritionnels, ainsi que par une participation sélective à la concertation sur les politiques fondée sur des faits concrets, la gestion des savoirs et l'appui au développement des capacités. L'attention que porte le FIDA à la nutrition n'est par conséquent pas un plus, mais bien une composante essentielle des activités que le Fonds mène déjà; les problèmes liés à la nutrition sont régulièrement et systématiquement pris en compte lors de la conception et de l'exploitation des projets, de même que le plaidoyer, la recherche et les savoirs, ou encore la renforcement des capacités.

25. Le plan d'action pour la nutrition, qui est la base du modèle du FIDA pour la transversalisation de la nutrition et qui traduit l'engagement du Fonds en la matière, compte cinq domaines d'action qui se renforcent mutuellement. Comme indiqué ci-après, ce modèle et cet engagement seront intensifiés et étendus au cours de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et dans le cadre de FIDA11. Le plan d'action pour la transversalisation prévoit des initiatives dans toute l'organisation.

i) **Les opérations** sont au cœur de l'action menée par le FIDA; le Fonds s'engage ainsi à intégrer la nutrition dans tous les COSOP et dans un tiers de ses projets d'ici 2018. Il a élaboré un processus dans lequel les projets et les COSOP feront l'objet d'un examen et d'un appui au début de la conception du projet; il participe à des missions de conception qui offrent une expérience pratique aux chargés de programme de pays, au personnel des bureaux de pays et aux membres de l'équipe de conception. Pour cela, il faut intégrer systématiquement la composante nutrition aux projets d'investissement, cette optique nutritionnelle permettant de repérer les possibilités des systèmes agricoles et alimentaires permettant d'améliorer la nutrition. Les engagements sont tout à fait conformes aux objectifs (encadré 7).

Encadré 7. Comment les projets agricoles peuvent-ils mieux prendre en compte les questions liées à la nutrition?

Étape 1: Incorporer explicitement des objectifs, des activités et des indicateurs nutritionnels pour assurer la contribution du projet à l'amélioration de la situation nutritionnelle.

Étape 2: Suivre le "chemin de l'impact", à savoir les étapes qui sont nécessaires, de la production à la consommation, pour que l'intervention se traduise par une amélioration de la nutrition.

Étape 3: Par l'établissement de partenariats, profiter des possibilités et faire face aux contraintes qui peuvent avoir une incidence sur les étapes et l'efficacité de l'intervention (environnement institutionnel, politiques menées, problématique hommes-femmes ou questions environnementales).

ii) **Renforcement des capacités dans l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels.** La réussite de la mise en œuvre de projets axés sur la nutrition requiert des capacités techniques, analytiques et de gestion adéquates au niveau local. Les efforts déployés dans le cadre de ce domaine d'action se concentrent sur le renforcement des capacités des structures actuelles et futures du personnel des projets. Le renforcement de l'appui en faveur de la transversalisation des questions liées à la nutrition (sous forme d'assistance technique, de renforcement des capacités ou de développement de partenariats) ciblera en priorité les pays jugés les plus favorables et dont les besoins nutritionnels sont les plus importants. Cette sélection repose sur la situation nutritionnelle du pays, l'engagement de l'État en faveur de stratégies nutritionnelles et la situation du programme de pays du FIDA. Ce processus s'est traduit par une harmonisation accrue avec des partenaires des Nations Unies dans des pays participant à l'initiative Renforcer la nutrition. Des

modules d'apprentissage sur des approches axées sur la nutrition et des actions multisectorielles ont, par exemple, été organisés dans le cadre d'un atelier régional en Afrique de l'Est et australe et de séminaires locaux dans l'État plurinational de Bolivie et en Inde.

- iii) **Renforcement de la cohérence des politiques et de la sensibilisation.** Le FIDA a participé activement à l'élaboration de mécanismes de gestion des questions relatives à la nutrition, à des initiatives de concertation sur les politiques et de sensibilisation pour créer un environnement propice à des investissements axés sur la nutrition. Des partenariats ont été établis avec le secteur privé, le but étant d'élaborer des méthodes concernant les chaînes de valorisation sensibles aux enjeux nutritionnels (présentées dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2016) et pour mettre en œuvre deux projets pilotes en Indonésie et au Nigéria, avec le soutien de l'Allemagne. Le FIDA joue également un rôle plus central dans des structures de gouvernance mondiale de la nutrition, notamment en assumant la présidence du Comité permanent de la nutrition des Nations Unies et en devenant membre actif du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.
 - iv) **Constitution d'une base de données et partage des savoirs.** Conformément au Cadre relatif à l'efficacité du FIDA en matière de développement²⁹, le Fonds a pour objectif de renforcer la base des connaissances relatives aux investissements axés sur la nutrition pour éclairer la prise de décision. Ceci s'est traduit par des efforts combinés dans les domaines suivants: a) renforcement des cadres de S&E pour déterminer de façon adéquate la contribution de l'agriculture à la nutrition et inversement, en introduisant des indicateurs de diversité alimentaire au niveau du projet et au niveau institutionnel (cadres logiques de projet et Système de gestion des résultats et de l'impact); b) réalisation d'évaluations d'impact rigoureuses pour les projets sensibles aux enjeux nutritionnels sélectionnés; c) élaboration d'un programme de recherche et de produits du savoir pour appuyer le projet de recherche intitulé Agriculture pour la nutrition et la santé mené par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale afin de renforcer son programme de recherche et ses résultats dans ce domaine.
 - v) **Renforcement des capacités institutionnelles du FIDA.** Le soutien du Canada à la mise en œuvre du plan d'action a été essentiel pour la création de la capacité initiale nécessaire pour mieux faire connaître les enjeux nutritionnels au sein du FIDA et aider les équipes de pays à procéder à l'analyse et à la description approfondies des enjeux nutritionnels dans les COSOP et les projets. Ce soutien a fait la différence au niveau de la demande et de l'intérêt suscités par les divisions régionales et de leur capacité de réponse. Il a également permis de répondre à la demande croissante de représentation et de participation à des réseaux internationaux (notamment l'initiative Renforcer la nutrition, le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies, les organisations ayant leur siège à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale). Le soutien du Canada a aussi permis au FIDA d'élargir son programme de savoirs et de recherche, ainsi que sa contribution à l'élaboration des politiques au niveau mondial. La nutrition continuera d'occuper une place importante dans l'action que mène le Fonds pour renforcer ses capacités internes, notamment par le biais de son Académie des opérations.
26. Dans l'ensemble, depuis la mise en place du programme de nutrition soutenu par le Canada en 2013, le FIDA a systématiquement cherché à transversaliser les questions liées aux enjeux nutritionnels, notamment en établissant des cibles, en

²⁹ Cadre relatif à l'efficacité du FIDA en matière de développement (EB 2016/119/R.12): <https://webapps.ifad.org/members/eb/119/docs/french/EB-2016-119-R-12.pdf>.

recrutant du personnel, ou encore en étendant ses partenariats et son appui financier à des missions de conception et de supervision. Après un lent démarrage, le programme est en bonne voie pour atteindre sa pleine capacité. Les approches fondées sur l'alimentation pour traiter la question de la nutrition se sont révélées d'une importance cruciale pour ce qui est de la collaboration avec des partenaires dans des zones sortant de l'orientation sectorielle du FIDA. L'engagement en faveur de la transversalisation adopté par le FIDA (un tiers de son portefeuille) aura permis de consacrer 1 milliard d'USD à des investissements axés sur la nutrition au cours de la période couverte par FIDA10.

D. Points d'entrée pour l'application des principes de transversalisation

27. Des synergies entre la transversalisation dans des activités de prêt et hors prêts seront recherchées dans la cadre de l'approche par pays renforcée du FIDA. L'établissement de partenariats et la participation à l'élaboration des politiques actuellement envisagés dans le cadre de cette approche incorporeront le programme de transversalisation. Ce programme s'attachera à intégrer les problématiques retenues dans les stratégies de pays. La direction veillera à assurer la fluidité du processus ainsi que la cohérence et la bonne coordination des messages pour chaque thématique afin que la transversalisation se produise dans le cadre d'une théorie du changement homogène. D'un point de vue opérationnel, le renforcement de l'appropriation et de la compréhension des implications de la transversalisation se produit généralement pendant la conception du projet dans le cadre de débats et de missions d'appui à l'exécution. Des directives internes claires et un appui technique ont été ou sont en cours d'introduction pour tenir les équipes de projet (y compris les consultants), les missions de terrain et les bureaux de pays du FIDA informés, de sorte que les débats tenus avec les autorités nationales et les parties prenantes locales soient éclairés et soutenus par des arguments valables.
28. Quatre points d'entrée clés à l'appui de l'application des principes de transversalisation ont été dégagés:
 - i) **L'incorporation des quatre thématiques de transversalisation dans les COSOP** constituera la première étape de leur transversalisation dans des projets et sera le fruit de la participation actuelle à l'élaboration des politiques.
 - ii) **La mise en œuvre de la politique de ciblage** constitue la pierre angulaire des opérations du FIDA; elle sera poursuivie pour faire en sorte qu'une large place soit accordée à l'inclusion des femmes tout en veillant à ce que l'action du FIDA continue de porter sur les pauvres et les groupes marginalisés, ainsi que les minorités ethniques. À l'avenir, les jeunes formeront un groupe de la politique de ciblage.
 - iii) **Les examens et les débats** dans le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques, dans l'équipe de gestion du programme de pays, lors des réunions du groupe chargé de l'évaluation qualité et de l'assurance qualité, ainsi que dans le cadre de la supervision des projets, faciliteront l'incorporation rapide des problématiques de transversalisation dans la conception et l'exécution des projets et assureront le respect des engagements de l'institution. On procédera ultérieurement au rééquilibrage du ciblage, de la conception à l'exécution.
 - iv) **L'application des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)** est l'une des premières mesures à prendre pour mettre en œuvre le programme de transversalisation des questions environnementales et climatiques. Ces procédures portent également sur le respect des politiques et des directives sociales (en particulier en ce qui

concerne les peuples autochtones) et les problèmes liés à la gestion des ressources naturelles (terre et eau).

III. L'avenir: FIDA11 et au-delà

29. Dans la perspective de FIDA11 et au-delà, le FIDA s'appuiera sur sa base solide et sur les résultats obtenus dans le cadre des engagements pris au titre de FIDA10 et précédemment. Il renforcera également le programme dans le droit fil des nouvelles orientations stratégiques proposées par le document "Perspectives" et compte tenu de la nécessité de mettre en œuvre des approches plus porteuses de changements. Le FIDA sait que le rôle de l'agriculture dans l'économie rurale est en pleine mutation, que les systèmes alimentaires constituent des facteurs essentiels de l'état nutritionnel, que les conditions démographiques sont révélatrices de l'importance critique de l'explosion démographique des jeunes, et que les changements environnemental et climatique modifient le paysage agricole et la motivation des acteurs ruraux.
30. Cela dit, l'approche de transversalisation contribuera à l'application des changements prévus dans le document relatif au modèle opérationnel et de ceux déjà en cours de mise en œuvre au titre du Cadre relatif à l'efficacité du FIDA en matière de développement. Elle s'écartera de l'inertie propre au statu quo et valorisera une approche plus intégrée et plus complète qui différenciera davantage le FIDA des autres organismes de développement par: i) une compréhension unique et approfondie de la dynamique de la pauvreté rurale et de la proposition d'optimisation des ressources; ii) sa présence sur le terrain et sa capacité d'engagement renforcée auprès de ses clients; iii) sa capacité d'intégrer les transversalisations dans son portefeuille, ce qui se traduira, chaque année, par la prise en compte systématique des problématiques liées au changement climatique et à l'égalité des sexes dans, au moins, 1 milliard d'USD parmi les nouveaux investissements du FIDA et 0,5 milliard d'USD pour les thématiques de la nutrition et des jeunes (conformément aux nouveaux objectifs proposés).

A. Le cas des jeunes

31. Il est clair que l'échec des économies rurales à offrir un travail décent à ses jeunes mine les économies nationales, menace la stabilité politique, nourrit l'extrémisme et provoque des migrations sociales et économiques délétères. Le risque de ne pas trouver d'emploi est deux à trois fois plus élevé chez les jeunes que chez les adultes. Les jeunes ruraux, en particulier les jeunes femmes et filles, sont souvent exclus des processus décisionnels et politiques. Ils se heurtent aussi à un accès insuffisant à la propriété foncière, à l'eau, aux marchés, aux financements et à la création d'entreprise. En milieu rural, le mariage et la maternité précoces compromettent également la situation nutritionnelle des jeunes femmes³⁰.
32. Les jeunes ruraux pourraient pourtant devenir le moteur d'une transformation rurale inclusive. La création de possibilités d'emplois décents pour les jeunes ruraux, hommes et femmes, et l'exploitation de leur capacité d'innovation et de leur esprit d'entreprise transformeront l'explosion démographique des jeunes des pays en développement en un "dividende démographique". Investir dans la jeunesse aura des retombées sociales et économiques majeures; il s'agit donc là d'un enjeu important de la coopération au développement.

³⁰ OIT, *World Employment and Social Outlook: Trends* (Genève: Organisation internationale du Travail, 2016): http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_443480.pdf (en anglais). ONU Femmes, *Youth leap into gender equality* (2017): www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2017/youth-leap-into-gender-equality.pdf?la=en&vs=5054 (en anglais).

FAO, FIDA et Centre technique de coopération agricole et rurale, *Les jeunes et l'agriculture: principaux enjeux et solutions concrètes* (FAO: Rome, 2014): <https://www.ifad.org/documents/10180/2bdaeeb4-d6ef-4d32-97bf-e37f380a1f65>.

33. Le FIDA a tout intérêt à prendre en compte cette réalité pour mener à bien sa vision stratégique d'une transformation inclusive du monde rural "où les jeunes ruraux peuvent espérer que leur aspiration à une vie meilleure, au sein de leur propre communauté, se concrétisera". Le cadre stratégique du FIDA 2016-2025³¹ place la création de perspectives viables pour les jeunes ruraux au cœur de principes fondamentaux de son engagement. Cet élément essentiel à la réalisation des ODD 1 et 2 contribue à l'obtention du plein-emploi, conformément à l'ODD 8.
34. Pendant la période couverte par FIDA11, le Fonds intensifiera l'action qu'il mène pour intégrer l'emploi des jeunes dans son portefeuille. Pour soutenir ce programme, le *Rapport du FIDA sur le développement rural 2019* portera sur le thème des jeunes ruraux. Comme pour le précédent rapport, une équipe interne collaborera avec les chercheurs extérieurs à l'institution qui fourniront des documents d'information générale. Cette démarche permettra d'enrichir le rapport d'idées innovantes et de produire un solide rapport technique qui pourra alimenter les travaux du FIDA et d'autres organismes. Le rapport sera publié au début de l'année 2019, dès le début de FIDA11.
35. Le FIDA intensifiera son action en suivant une approche holistique pour élaborer des programmes prenant en compte la problématique des jeunes, qui s'appuiera sur l'action qu'il mène dans les domaines du financement rural, des chaînes de valorisation agricoles et de la transformation rurale, tout en proposant des solutions différenciées adaptées au contexte. Dans ce cadre, il est prévu: i) de promouvoir les possibilités de travail indépendant et les offres d'emploi salarié; ii) de donner aux jeunes les moyens de participer et de collaborer activement à l'élaboration des politiques; iii) de soutenir les activités socioculturelles, qui réduisent l'écart rural-urbain en matière de niveau de vie et favorisent l'agrégation sociale. On sera particulièrement attentif à la situation des adolescentes et des jeunes femmes. Pour mettre en œuvre l'initiative en faveur des jeunes, le FIDA s'appuiera sur la coopération Sud-Sud et triangulaire, l'une des modalités d'exécution privilégiées par le Fonds, pour favoriser le partage des expériences des jeunes du monde entier en matière d'emploi et de création d'entreprise en milieu rural.
36. Les interventions du FIDA en faveur des jeunes renforceront l'autonomisation économique de ces derniers grâce à une gamme complète d'interventions comprenant: i) une formation professionnelle et technique; ii) des services d'aide à la création d'entreprise; iii) le crédit/l'apport de fonds propres pour les entreprises et les start-up créées par des jeunes; iv) des investissements dans la mécanisation et l'utilisation de technologies modernes, notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC); v) l'usage productif des fonds envoyés par les migrants pour stimuler l'investissement dans le développement rural; vi) la gestion des risques agricoles; vii) des activités destinées à promouvoir la participation des jeunes aux structures de gouvernance des organisations paysannes, des associations de jeunes et des coopératives. Ces interventions s'accompagneront de mesures favorisant le changement de comportement vers une plus grande égalité hommes-femmes dans les zones rurales.
37. Plus précisément, d'ici la fin du second semestre de l'année 2018, le FIDA aura élaboré un plan d'action pour la transversalisation de la problématique des jeunes, dont un ensemble de mesures visant à accroître l'investissement dans l'emploi des jeunes et l'emploi en zone rurale comprenant un ensemble d'indicateurs. Certaines de ces mesures sont déjà mises en œuvre. Ce plan d'action devrait couvrir, entre autres, les domaines et les engagements suivants:

³¹ Cadre stratégique du FIDA 2016-2025: <https://www.ifad.org/documents/10180/7a32b348-0c7b-4e8c-85ab-c3a7852836ac>.

- i) **Transversalisation de programmes prenant en compte les besoins des jeunes.** Il s'agira notamment: a) de veiller à que les questions relatives à la jeunesse soient transversalisées dans l'ensemble des COSOP et dans 50% des projets d'investissement; b) d'actualiser les directives du FIDA en matière de ciblage pour prendre systématiquement en compte la dimension jeunesse et lutter efficacement contre le travail des enfants; c) de veiller à ce que les systèmes de S&E des projets collectent, analysent et suivent des données ventilées par âge et par sexe, dans le Système de gestion des résultats et de l'impact global; d) d'utiliser la coopération Sud-Sud et triangulaire pour renforcer la capacité des jeunes ruraux à créer des entreprises et pour échanger les meilleures pratiques dans les initiatives axées sur les jeunes.
- ii) **Élaboration d'un mécanisme de financement ciblé** à destination des jeunes par l'extension du Fonds d'investissement dans l'agriculture paysanne et les petites et moyennes entreprises (en cours d'élaboration) pour fournir un vecteur de financement mixte des organisations de petits producteurs et des petites et moyennes entreprises (PME) de l'agro-alimentaire, qui ciblera en priorité l'emploi des jeunes et la création d'entreprises par des jeunes dans le secteur agroalimentaire et les activités de renforcement des capacités correspondantes.
- iii) **Renforcement de la structure de l'action du FIDA en faveur des jeunes.** Pour que le FIDA puisse honorer au mieux son engagement en matière de transversalisation des questions liées à la jeunesse et de priorité donnée aux jeunes, les éléments suivants seront pris en compte dans le cadre des activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx): a) renforcement de "l'unité de l'inclusion sociale"; b) désignation, dans chaque division régionale, d'un coordinateur régional de l'action en faveur des jeunes, comme c'est le cas pour la problématique hommes-femmes.
- iv) **Renforcement du rôle de sensibilisation du FIDA** par la promotion du potentiel des jeunes ruraux au niveau international par: a) la création d'un Conseil consultatif de la jeunesse pour des consultations et un dialogue stratégique plus structurés entre le FIDA et les représentants des jeunes ruraux participant déjà à des programmes du FIDA; b) la participation au Partenariat international de coopération sur le travail des enfants dans l'agriculture dont la réunion annuelle a été organisée par le FIDA en 2017; c) le renforcement de la participation du FIDA à l'initiative du G20 pour l'emploi des jeunes ruraux.

B. Transversalisation horizontale et programme de transformation

38. Le FIDA consolidera sa position de chef de file de l'innovation dans le domaine de la promotion de la transversalisation des dimensions du climat et de l'environnement, de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et des jeunes en approfondissant la pertinence des plans d'action existants (voir ci-dessous) tout en l'associant à un programme de transversalisation horizontale mieux articulé. Ce programme sera essentiel à une approche porteuse de changements plus ambitieuse exploitant les synergies nées de l'interaction entre les quatre thématiques. Pour parvenir à cette transformation, il faudra un pacte stratégique qui s'appuiera sur un ensemble multisectoriel et coordonné d'interventions associant la problématique hommes-femmes à la nutrition, à l'environnement, au climat et à la jeunesse. La transversalisation de ces thématiques dans la concertation sur les politiques au niveau des pays et au niveau international est également indispensable.

39. La transformation doit passer par l'identification des causes profondes générant et reproduisant les problèmes et les inégalités d'ordre économique, social, politique et environnemental, et ne pas se limiter à celle de leurs symptômes. Un cadre de transversalisation reliant la modification des rôles des hommes et des femmes, la nutrition, les changements environnementaux et climatiques et les jeunes sera préparé pour FIDA11 d'ici la moitié de l'année 2018 sous la forme d'un produit axé sur le savoir. Ce cadre fournira aux équipes de projet des conseils pratiques sur les approches porteuses de changement. Les composantes de ce cadre pourront s'articuler, entre autres, autour des socles suivants:

i) La dégradation de l'environnement et le changement climatique, s'ils concernent tout le monde, ont des répercussions différentes sur les jeunes, les femmes et les hommes en raison du rôle différent des hommes et des femmes s'agissant des moyens d'existence, des biens et des possibilités. Compte tenu des disparités d'accès à certaines ressources, comme le capital, les ressources naturelles, la main d'œuvre, la mobilité, l'éducation, les droits de propriété et les informations, les femmes ont souvent moins les moyens de faire face aux difficultés et aux risques et, en particulier, au changement climatique. De plus, elles ont moins d'occasions de s'exprimer dans le ménage et dans la société sur les mesures à prendre pour saisir les occasions qui se présentent et réagir face aux situations difficiles, compte tenu des obstacles auxquels elles se heurtent face aux institutions telles que les syndicats d'irrigants, les comités de gestion des catastrophes naturelles, l'administration locale. L'accès des femmes à ces différents services et moyens améliorera sensiblement la résilience, les rendements et la situation nutritionnelle de la famille.³²

ii) Mais l'accès ne suffit pas. L'alimentation a une dimension sociale et culturelle. Les préférences alimentaires et les règles sociales sur l'alimentation (quoi, quand, comment et qui) font partie des pratiques socio-culturelles dès la naissance. Dans cet ordre hiérarchique, les femmes et les filles arrivent en dernier. Cette organisation a de graves répercussions sur la santé et la situation nutritionnelle des femmes, de leurs enfants, sur leurs capacités de résistance notamment aux problèmes posés par le changement climatique et, enfin, sur leur

Encadré 8. Analyse nécessaire du rôle et de la contribution des femmes à l'amélioration de la nutrition

Facteurs qui privent les femmes d'autonomie et compromettent leurs revenus ou leurs capacités de production, et limitent leur capacité de nourrir leurs enfants:

- les obligations domestiques (collecte d'eau et de bois combustible), ainsi que la difficulté d'accès aux soins;
- les savoirs et croyances socioculturelles en matière d'alimentation pendant la grossesse et l'allaitement (tabous alimentaires), les hiérarchies sociales en matière d'alimentation (les femmes et les filles en dernier);
- le contrôle social des mariages précoces arrangés et du rôle des lois coutumières;
- la transmission intergénérationnelle de la malnutrition qui a des répercussions à long terme sur l'économie et le PIB.
- L'impact du changement climatique sur les modèles agricoles et la végétation et l'impact négatif ultérieur sur les stratégies de résistance des femmes.

productivité globale. Les femmes et les adolescentes sont souvent regroupées dans la même catégorie. La contribution des filles est essentielle à la

³² The Gender Advantage: Women on the front line of climate change (2014): www.ifad.org/documents/10180/6947624e-7b0a-4718-abec-7026e3b40c0c (en anglais).
FIDA et al., *Gender in Agriculture Sourcebook* (Banque mondiale, 2009): www.ifad.org/documents/10180/7d53fcd3-511d-4a21-9314-23a5ee562ef4 (en anglais).

production agricole et aux disponibilités alimentaires. La plupart des adolescentes doivent accepter de travailler en étant payées en liquide pendant les périodes difficiles de sécheresse ou d'autres événements climatiques, comme les phénomènes El Niño et La Niña, pour procurer un revenu à leur famille, sacrifiant ainsi leur éducation et leurs perspectives à long terme (encadré 8).

- iii) La discrimination fondée sur la nutrition à laquelle se heurtent les femmes enceintes et allaitantes, en particulier les mères adolescentes, a également des conséquences intergénérationnelles et perpétue la malnutrition sous toutes ses formes, mais en particulier les retards de croissance. Une femme souffrant d'un retard de croissance a plus de risques de donner naissance à un enfant de faible poids, ce qui constitue un facteur de risque majeur de malnutrition aux conséquences à long terme, et de déficience cognitive³³. Cette situation n'affecte pas seulement l'individu, la famille et la collectivité, mais également la capacité du pays de lutter contre la pauvreté: en effet, un faible niveau d'instruction est associé à des emplois moins payés et à une diminution de la productivité. Pour remédier à cette situation, des actions de sensibilisation et une concertation sur les politiques, en partenariat avec des organismes spécialisés au niveau local et international, des démarches préventives plutôt que curatives, et des interventions alimentaires mieux adaptées seront nécessaires. Le FIDA peut jouer un rôle décisif dans ce domaine (encadré 9).

Encadré 9. Soudan: Projet de rétablissement de moyens de subsistance durables dans la région du Gash

Ce projet est axé sur l'irrigation et la réhabilitation des infrastructures et la gestion des terres et des ressources en eau. Pour améliorer l'efficacité du projet, des conseils concernant le quotidien et une formation professionnelle ont été dispensés; une sensibilisation des femmes et des hommes au fait qu'il est important d'inclure les femmes à la vie sociale et économique a été effectuée. Lors de séances sur la nutrition et la transformation des aliments, les femmes ont été informées des bienfaits nutritionnels d'aliments peu consommés, comme les légumes, les œufs et le lait. Elles ont appris à préparer différents plats à forte valeur nutritionnelle et ont été sensibilisées à l'importance d'une bonne hygiène. Les régimes alimentaires se sont diversifiés et les séances de formation ont permis aux femmes de communiquer plus souvent entre elles, tandis qu'auparavant elles ne pouvaient se voir que lors d'événements spéciaux, comme les mariages et les enterrements. Sensibles aux conséquences positives de la formation pour leur famille, les hommes ont plus facilement autorisé leur femme à y participer.

- iv) En ce qui concerne le rôle des femmes et des hommes et leur interaction au niveau du ménage, il convient également de procéder à une différenciation transversale des différentes aspirations et valeurs des jeunes, femmes et hommes. Les problèmes d'accès et de "voix au chapitre" mentionnés ci-dessus sont exacerbés chez les jeunes. Plus mobiles, ils réagissent plus rapidement aux incitations et saisissent plus facilement les possibilités qui se présentent, mais sont aussi plus sensibles à l'absence de telles incitations et possibilités. Ils sont plus facilement candidats à l'exil et éprouvent du ressentiment face à l'incertitude des perspectives d'emplois décents³⁴. Des stratégies et des programmes d'intervention différenciés pour les femmes et les hommes permettront de déterminer les mesures et les situations ayant le

³³ Voir <http://scalingupnutrition.org/>; <http://www.reachpartnership.org/>

³⁴ OIT, *World Employment and Social Outlook: Trends* (Genève: Organisation internationale du Travail, 2016): http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_443480.pdf (en anglais).

plus de chances d'offrir des perspectives d'emploi, agricole ou non agricole, dans les zones rurales. À cet égard, la promotion de technologies économisant la main d'œuvre et l'aide au travail domestique, l'accès au financement et à l'assistance technique pour les start-up et les petites entreprises créées par des jeunes, ainsi que l'utilisation de technologies modernes, notamment les TIC et les systèmes numériques, semblent des points de départ importants à développer.

40. Compte tenu des activités multiples et complémentaires nécessaires, il est important d'élaborer une théorie du changement adaptée aux interventions propres à chaque projet, ainsi qu'au contexte culturel. Ceci permettra d'améliorer la conception et l'exécution des projets appuyés par le FIDA selon des stratégies ciblées en fonction de différents groupes de femmes, avec des indicateurs de suivi pendant la conception, et de mettre en place des interventions spécialement adaptées, fondées sur les bonnes pratiques.
41. En dépit du débat international sur liens entre les différentes dimensions que sont le changement climatique, la sécurité alimentaire et la nutrition, la problématique hommes-femmes et, plus récemment, les questions concernant les jeunes, ces questions ne sont pas toujours abordées ensemble et un cadre de transversalisation reste nécessaire. Certains partenaires, comme l'équipe Gender-Responsive and Climate-resilient Agriculture for Nutrition (G-CAN), le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, ont déployé des efforts dans ce domaine. Des partenariats seront noués pour améliorer la capacité analytique et la convergence des approches. Le FIDA a déjà mis en place de nombreux mécanismes par le biais de ses divers plans d'action, stratégies et outils, tels que l'Indice pour l'autonomisation des femmes dans l'agriculture et le Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) dans le domaine des méthodes axées sur les ménages.

C. Renforcement des plans d'action existants

42. Dans le cadre de FIDA11, les plans d'action existants seront révisés ou actualisés comme suit:

- i) **Climat.** Une nouvelle stratégie et un nouveau plan d'action relatif à l'environnement et aux questions climatiques seront préparés d'ici la fin de l'année 2018. Cela permettra de faire en sorte que les activités en faveur de la viabilité environnementale et de l'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets soient conformes à l'ensemble des obligations internationales actuelles. Les outils et les plans opérationnels concernant le changement climatique pourront être

Encadré 10. Mesures d'atténuation

Pendant la période couverte par FIDA11, le Fonds intensifiera ses activités d'atténuation et d'avantages connexes dans les technologies renouvelables et vertes. Le système Flexi Biogas sera étendu à un plus grand nombre de pays, limitant ainsi l'exploitation forestière à usage domestique et proposant une énergie propre et hors réseau. D'autres activités, comme les pompes solaires, l'éclairage solaire et les systèmes d'arrosage au goutte-à-goutte, seront également encouragées. La nouvelle stratégie indiquera comment mesurer et valoriser le piégeage du carbone, l'agro-foresterie, la culture sans labour et d'autres pratiques contribuant à atténuer les effets du changement climatique

enrichis, compte tenu notamment des nouvelles possibilités de financement offertes par le Fonds vert pour le climat et le FEM, ainsi que le prolongement probable de l'activité du guichet des contributions complémentaires non affectées pour le climat et du nouveau Fonds fiduciaire ASAP2 (encadré 10).

- ii) **Problématique hommes-femmes.** Un nouveau cadre de transversalisation sera préparé pour les quatre thématiques en vue de l'élaboration de méthodes et de mesures générant plus de changements, notamment par la fabrication d'un produit du savoir qui fournira des orientations pour la conception et l'exécution des projets. On parviendra ainsi à une amélioration de la définition des démarches axées sur la transformation et de la révision des indicateurs et des cibles du plan d'action relatif à la problématique hommes-femmes. L'objectif des démarches axées sur la transformation sera relevé et passera des 15% actuels à 25%. En interne, un nouveau plan d'action visant à améliorer la situation dans ce domaine, pour les postes de cadre de niveau P-5 et au-dessus, et la diversité du personnel du FIDA sera adopté et mis en œuvre.
- iii) **Nutrition.** Le plan d'action pour la nutrition est relativement récent et toujours d'actualité. Il est néanmoins proposé de relever le pourcentage de projets axés sur la nutrition et de le faire passer de 33 à 50% du programme de prêts. L'objectif pour les COSOP restera fixé à 100%. Un examen du plan d'action pour la nutrition sera fait d'ici la moitié de l'année 2018 et le cadre de résultats sera revu en 2019, au terme du programme actuel appuyé par le Canada. Au niveau international, le FIDA continuera de soutenir la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, lancée par le Japon lors de la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Le Comité permanent de la nutrition, actuellement présidé par le FIDA, a été choisi comme partenaire stratégique de dons pour 2018.
- iv) **La dimension relative aux jeunes** sera ajoutée aux thématiques de transversalisation et un plan d'action sera élaboré d'ici septembre 2018, dans l'esprit des mesures indiquées au paragraphe 37.

D. Capacité de réponse

43. Alors que le FIDA étend ses ambitions dans la logique de la demande existante et de son avantage comparatif, sa capacité de réalisation sera analysée de façon critique dans le cadre de l'OpEx en cours. Les documents relatifs au modèle opérationnel et à la mobilisation de partenariats ont déjà anticipé un certain nombre de changements et d'ajustements que le FIDA doit entreprendre pour que le système de mise en œuvre actuel gagne en efficacité. En ce qui concerne le programme de transversalisation, les domaines suivants exigeront une analyse ou un ajustement plus approfondi.

Réponse institutionnelle

44. **Mise en œuvre de plans d'action.** Les plans d'action actuels portant sur le changement climatique, la problématique hommes-femmes et la nutrition, qui ont tous été présentés au Conseil d'administration, ont déjà défini une structure institutionnelle qui permettra d'assurer leur exécution. Le FIDA bénéficie actuellement de fonds supplémentaires pour le climat (par le biais de l'ASAP, des commissions dégagées par les fonds supplémentaires associés) et de l'appui du Canada sur la problématique de la nutrition qui sera intégré à des opérations normales du FIDA à son terme, en 2019. Le cas des jeunes sera examiné dans le cadre de l'élaboration du plan d'action spécifique, la capacité actuelle devant être renforcée pour atteindre les objectifs proposés.
45. **Au niveau décentralisé.** L'exécution du programme de transversalisation dépend d'abord et surtout du renforcement de l'approche par pays envisagée dans le cadre de la décentralisation en cours. La réussite de cette démarche dépend du succès concret de l'approche par pays. La capacité d'exécution interne s'appuiera sur le

Plan de décentralisation institutionnelle du FIDA,³⁵ révisé par le Conseil d'administration en décembre 2016, qui prévoit, entre autres, le renforcement de la capacité des bureaux de pays du FIDA intégrés dans des pôles régionaux du FIDA et la fourniture du soutien opérationnel par des guichets uniques multiservices pour résoudre les problèmes techniques liés à ces thématiques. Les détails de l'approche par pays renforcée seront donnés dans le cadre de l'OpEx au cours de l'année 2018. La capacité du personnel des projets et des unités d'exécution au niveau des pays d'internaliser le programme et de l'appliquer pendant l'exécution des projets, avec le soutien du Fonds, est primordiale. On veillera donc tout particulièrement à ce que les unités de projet disposent des compétences, de la capacité et des savoirs nécessaires.

46. **Le programme de transversalisation horizontale** nécessitera une interaction et une coordination plus étroites entre les différentes équipes s'appuyant sur les différents points d'entrée suivants: i) les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC); ii) le ciblage hommes-femmes, des jeunes et des peuples autochtones; iii) les processus d'amélioration de la qualité des équipes de gestion du programme de pays pour toutes les thématiques. Pour plus d'efficacité, les services responsables des questions hommes-femmes, relatives aux jeunes et aux autochtones pourraient être regroupés dans une entité distincte pour assurer l'harmonisation de la politique de ciblage et améliorer la transversalisation horizontale des différentes thématiques. L'équipe chargée des questions de nutrition s'efforcera de renforcer la transversalisation avec les autres thématiques de façon à obtenir une participation harmonieuse aux processus d'amélioration politique et technique existants. Ce mécanisme institutionnel, qui sera également examiné dans le cadre de l'OpEx, favorisera la transversalisation verticale dans le portefeuille et la transversalisation horizontale des quatre thématiques.
47. Un plan destiné à apprendre des peuples autochtones comment mieux soutenir leurs systèmes alimentaires traditionnels afin d'améliorer la nutrition et de favoriser la biodiversité pour une agriculture durable, sera également élaboré. Le Forum des peuples autochtones de 2017 a accepté de prendre en compte les systèmes alimentaires autochtones et l'utilisation de la biodiversité au profit de la nutrition. De ce fait, les contributions des peuples autochtones à la gestion durable des écosystèmes et à la protection de la biodiversité par des savoirs et méthodes traditionnels doivent être correctement analysés et soutenues dans la conception des projets. Ceci renforcera la pertinence du programme de transversalisation et favorisera l'évolution vers des approches plus porteuses de changements nécessaires pour que personne ne soit laissé de côté.
48. La transversalisation des questions liées à l'environnement et au climat, à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux jeunes a de nombreuses incidences au niveau de l'institution et de la responsabilisation: i) partenariats internes plus solides et resserrement des liens entre chacune des quatre thématiques et les autres thématiques, des synergies pouvant se faire jour grâce à l'influence sur le comportement des autres et à l'intégration accrue des équipes; ii) si les équipes de pays doivent comprendre la démarche de la transversalisation, elles n'ont pas besoin de devenir des expertes de la nutrition, de la problématique hommes-femmes et du climat. D'où la nécessité de renforcer la collaboration entre les experts techniques (internes, consultants et organisations partenaires) qui composeront les équipes et fourniront l'appui technique; iii) promotion de la communication et de la sensibilisation pour que le personnel et les consultants comprennent la nécessité d'apporter un point de vue différent aux modalités opérationnelles traditionnelles et de connaître les avantages de la

³⁵ Plan de décentralisation institutionnelle du FIDA (EB 2016/119/R.11): <https://webapps.ifad.org/members/eb/119/docs/french/EB-2016-119-R-11.pdf>

transversalisation pour nos bénéficiaires. La transversalisation ne peut se résumer à un simple paragraphe dans un document relatif à un projet.

49. Pour une meilleure compréhension des mécanismes propices à la transversalisation et de leur application aux COSOP et à la conception des projets, une formation obligatoire sera ajoutée à l'Académie des opérations du FIDA à l'intention des chargés de programme de pays et des chargés d'appui au programme de pays. Cette formation sera également proposée aux principaux consultants; elle contribuera à faciliter la cohérence des opinions dans la mise en œuvre des stratégies, des procédures et des plans d'action. Simultanément, le processus relatif à l'amélioration de la qualité de la conception des projets sera renforcé par un recours plus systématique à la note de conformité, qui indique de quelle manière les recommandations formulées aux différents stades de conception du projet ont été prises en compte.

Financement du programme de transversalisation

50. Le FIDA s'efforce d'orienter les investissements vers les pays qui en ont le plus besoin. Le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), utilisé pour affecter des ressources financières aux États membres en développement, est actuellement mis à jour pour incorporer une variable de vulnérabilité. Cette variable prend en compte les dimensions du climat et de la nutrition afin d'orienter l'attribution des ressources vers les pays en situation de grande vulnérabilité.
51. L'approche adoptée pour transversaliser les quatre thématiques dans le portefeuille est propice à ce financement par le biais de la reconstitution des ressources, car les activités transversales, loin d'être autonomes, sont imbriquées dans les divers processus, composantes et budgets de conception de projet. C'est pourquoi, si le climat est probablement un cas à part (voir ci-après), le financement des questions liées à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux jeunes a été régi par le programme normal de prêts du FIDA. Pendant la période couverte par FIDA10, des contributions complémentaires non affectées ont également été créées pour les questions liées au climat et à la nutrition pour permettre un financement complémentaire focalisé sur le plan thématique, d'autres investissements étant nécessaires pour pérenniser les gains de développement à long terme et pour inciter l'adoption de nouvelles approches sur des thématiques spécifiques. Les ressources provenant des contributions complémentaires non affectées sont allouées, tout comme les ressources de base provenant de la reconstitution, par le biais du SAFR. La reconstitution des ressources reste le moyen privilégié pour financer des projets d'investissement dans le cadre du programme de transversalisation, car elle garantit que le financement des activités du projet sera totalement imbriqué dans les mécanismes d'établissement des priorités du programme de pays.
52. Outre les ressources provenant de la reconstitution et celles provenant des contributions complémentaires non affectées, on a retenu, pour les questions liées à l'environnement et au climat, des sources diverses de dons qui ont permis de co-financer les investissements du FIDA. Ce processus a été lancé dans le cadre du partenariat avec le FEM en 2004, et s'est poursuivi avec le programme ASAP, lancé en 2012, et a profité des sources disponibles de dons spécifiques à l'environnement et au climat de pays donateurs. Le FIDA est maintenant engagé dans la deuxième partie d'une transition décisive en faveur de la transversalisation totale des questions liées à l'environnement et au climat par le biais de deux instruments complémentaires:
- i) L'assistance technique spécifique à l'appui des investissements résilients au changement climatique dans le programme de prêts et dons sera financée par l'ASAP2 qui mobilisera, auprès de donateurs intéressés, des financements supplémentaires. Ces financements supplémentaires seront programmés en tant que dons, au travers d'un large éventail d'institutions, pour continuer de

soutenir l'assistance technique, l'innovation, le renforcement des capacités, la concertation sur les politiques, les actions de plaidoyer ainsi que les biens collectifs régionaux ou nationaux, afin de soutenir les investissements et opérations sensibles aux questions climatiques dans le portefeuille du FIDA.

- ii) Le cofinancement pour couvrir les coûts supplémentaires qu'entraîne l'adaptation au changement climatique et au développement durable dans des situations où la gestion des risques climatiques et environnementaux entraîne un surcroît considérable de dépenses. Mobiliser des cofinancements est une dimension majeure du modèle opérationnel du Fonds. Ces dernières années, le FIDA est parvenu à mobiliser plus de 513 millions d'USD à des fins climatiques et environnementales auprès de partenaires et de fonds tels que l'AF, l'ASAP, le FEM, le FPMA et le FSCC. Pour le reste de la période couverte par FIDA10 et pour FIDA11, les efforts visant à mobiliser de tels cofinancements vont se poursuivre, y compris l'accès à de nouvelles sources telles que le Fonds vert pour le climat.